VIVRE ENSEMBLE ET PARTICIPER À LA VIE DÉMOCRATIQUE À LA POLYVALENTE BÉLANGER.

par Robert Céré

La lecture du texte qui suit évoquera sûrement chez vous une réalité connue :

ORDRE DU JOUR

1. Lecture et adoption de l'ordre du jour
2. Lecture et adoption du procès-verbal de la dernière réunion
3. Procédure d'assemblée
4. Le dossier *Agir autrement* : nouvelles propositions
5. Proposition touchant les mathématiques 436
6. L'agenda des élèves
7. Campagne de sensibilisation à l'environnement
8. Journal des élèves
9. Cours d'éducation physique 2003-2004 : mixité ou non
10. Questions diverses

En effet, un tel ordre du jour peut très bien ressembler à celui du conseil d'établissement de toute école secondaire. Il s'agit toutefois de celui qui a été proposé par le premier ministre Raphaël Fortin au gouvernement scolaire de la polyvalente Bélanger, lors d'une séance régulière tenue à la deuxième période, le 28 avril 2003, soit de 10 h 10 à 11 h 25.

Comme on peut le constater, il s'agit d'un ordre du jour assez ambitieux, compte tenu de la durée prévue de la séance, mais le premier ministre du gouvernement scolaire acceptera même de greffer cinq points d'information à la rubrique des questions diverses. Le projet sera adopté par les vingt-trois membres présents à la séance. Vingt-neuf élèves composent le gouvernement scolaire, mais aujourd'hui trois d'entre eux représentent leur école au Parlement canadien et trois autres n'ont

pu se libérer pour y participer. Le quorum ayant été fixé à quinze membres, dont la moitié sont des ministres, on peut procéder.

M. Jean-Pierre Lagueur, enseignant responsable du gouvernement scolaire, agit à titre de président de l'assemblée. Rigueur, sérieux, discipline et efficacité sont les quatre termes qui nous viennent spontanément à l'esprit pour caractériser la séance à laquelle nous assistons. On adopte d'abord le procès-verbal de la dernière réunion et par la suite, on discute et on dispose d'une proposition apportant une modification à la procédure de convocation de l'assemblée, le tout visant à améliorer le taux de présence aux réunions.

M. Stéphane Quirion, directeur adjoint responsable du deuxième cycle, est alors invité à rappeler aux membres les projets déjà annoncés quant à la mesure *Agir autrement* et s'informe auprès du premier ministre de toute nouvelle proposition à cet égard. Le premier ministre Raphaël rappelle aux élèves l'ampleur de ce budget et sollicite de nouveau toute suggestion pertinente qui pourrait s'ajouter à celles qui ont déjà été retenues. Raphaël relance ensuite le débat concernant des activités préparatoires au cours de mathématique 436, activités qui devraient assurer un meilleur taux de réussite chez les élèves. Il est finalement convenu que le ministre de l'Éducation, Yannick Bégin, convoquera et rencontrera à l'auditorium tous les élèves directement concernés pour les informer et les consulter. Yannick devra rendre compte de son mandat à la prochaine séance de l'assemblée.

Les membres reçoivent des informations supplémentaires touchant l'agenda 2003-2004 et le journal des élèves. À la demande du premier ministre, M. Lagueur fait part des différentes actions entreprises pour actualiser le site Web du gouvernement scolaire et, au moyen d'une projection, présente les travaux qui sont déjà réalisés. (L'adresse du site de l'école, actuellement en construction, donnera accès au site du gouvernement scolaire.) Le premier ministre invite les élus à enrichir cette présentation de leurs commentaires, tant sur le plan de la forme que

sur celui du contenu. On propose quelques modifications et on félicite l'enseignant responsable pour son bon travail, en l'invitant à poursuivre dans cette voie.

Anne Gagné, ministre de la Science et de l'Environnement, dépose un très beau projet de récupération des contenants en aluminium. Invitée à expliquer et à commenter son texte, elle s'exécute avec beaucoup d'efficacité. Ce projet est entériné avec enthousiasme par les membres de l'assemblée.

On assiste par la suite à une très belle discussion. M. Michel V. Gagnon, directeur adjoint et responsable du premier cycle, pose, à l'invitation du premier ministre, la question suivante : « *Selon vos expériences respectives, devrait-on continuer à favoriser la mixité pendant les cours d'éducation physique?* » La direction de l'école songe plutôt à constituer des groupes composés exclusivement de garçons et de filles en première secondaire l'an prochain. Qu'en pensez-vous, et surtout, quels sont les motifs qui justifient votre opinion? Si d'emblée l'opinion des membres du gouvernement semble nettement pencher en faveur du maintien de la mixité des groupes, on propose à M. Gagnon de laisser aux membres un certain délai pour qu'ils puissent consulter leurs commettants; ce qui semble très sage. M. Gagnon sera invité à la prochaine séance de l'assemblée.

Les points d'information ajoutés à la rubrique des questions diverses concernent surtout des activités étudiantes. Le premier ministre demande, en l'absence de la ministre des Loisirs, à la technicienne en loisirs de l'école de fournir les informations pertinentes; des comités ad hoc se forment et lorsque notre premier ministre fait appel à des volontaires pour coordonner différentes activités telles que le souper de la Fondation, l'accueil à une soirée de parents ou l'organisation d'une soirée hip hop, des mains se lèvent spontanément.

Il est 11 h 25. C'est la fin de la période et l'ordre du jour est épuisé. On convient alors de la date de la prochaine rencontre, soit le vendredi 9 mai. Dès que le président le déclare, la séance est levée.

Quelle belle efficacité! Pour quelqu'un qui a participé et même dirigé plusieurs réunions impliquant différents intervenants du monde scolaire, l'observateur de *Vie pédagogique* y trouve de grandes satisfactions. Mais les élèves auraient-ils fait un effort particulier pour impressionner le journaliste présent ce jour-là? Pas du tout. Si on lui a réservé un accueil très poli, selon le protocole en vigueur, on a oublié complètement sa présence pendant les débats. (Il sait parfois se faire discret quand même...) De plus, il arrive assez fréquemment que des observateurs assistent à ces séances. D'ailleurs, une délégation de deux enseignants et de cinq élèves membres d'une école secondaire voisine assistaient aussi à cette réunion du 28 avril. Plusieurs membres du gouvernement scolaire, dont le premier ministre et la vice-première ministre, Jo-Annie Paré, ont d'ailleurs accepté généreusement de rencontrer cette délégation pendant la période qui a suivi la réunion. Bref, on a développé une certaine habitude d'opérer en présence de visiteurs. Ce sont d'autres facteurs qui expliquent cette efficacité : certes, la confiance et l'implication des jeunes qui y participent, mais aussi l'engagement des membres du personnel qui ont conçu, réalisé et qui font vivre un tel projet. Notons aussi la présence à un moment ou à un autre de la réunion de M. Léo-Paul Rodrigue et de ses deux adjoints, qui témoignent ainsi discrètement mais efficacement de l'importance et de la crédibilité qu'ils accordent à cette instance.

LES ORIGINES DU PROJET

Dans l'esprit de M. Jean-Pierre Lagueux, enseignant d'histoire et responsable du domaine d'apprentissage de l'univers social à la Commission scolaire de la Beauce-Etchemin, il n'y a pas de doute qu'un lien étroit unit les compétences disciplinaires de l'univers social et le domaine général de formation Vivre-ensemble et citoyenneté. Après avoir participé à un colloque sur l'éducation à la citoyenneté, tenu à Montréal en novembre 2001, M. Lagueux s'inspire d'un projet présenté alors par M. Raymond Chrétien, animateur à l'école secondaire Mont-de-la-Salle, à Laval, et de concert avec M. Christian Lagueux, aussi enseignant

d'histoire et de MM. Yann Lessard et Pierre Paré, respectivement enseignant à la polyvalente Bélanger et secrétaire général de la Commission scolaire de la Beauce-Etchemin, ils conçoivent et élaborent le projet de gouvernement scolaire pour les élèves.

La direction de l'école se montre très favorable au projet et l'appuie. On jugeait que la structure du conseil étudiant tel qu'il existait alors suscitait peu de participation et peu d'intérêt chez les élèves. Le projet fut élaboré au cours de l'hiver 2002 et c'est au début de la nouvelle année scolaire 2002-2003 qu'il fut implanté. Il s'agit donc d'une expérience toute récente, mais sa belle efficacité témoigne du professionnalisme dont ont fait preuve ses concepteurs et ses promoteurs.

EN QUOI CONSISTE LE GOUVERNEMENT SCOLAIRE?

Essentiellement, il s'agit d'une structure calquée sur le parlementarisme et qui permet à la population étudiante de la polyvalente de se doter de représentants qui agissent en tant que porte-parole. Cette structure est composée de vingt-neuf députés, soit cinq députés pour chaque année d'études, auxquels s'ajoutent quatre personnes choisies parmi les élèves qui participent à des projets particuliers. Ces représentants se réunissent normalement une fois par cycle de neuf jours (il y a au minimum quinze rencontres par année) pour faire des recommandations à la direction ou au conseil d'établissement. Ces recommandations concernent toute question relative aux préoccupations quotidiennes de l'élève, mais aussi à des projets de développement à court ou à moyen terme, tels ceux mentionnés à l'ordre du jour proposé précédemment.

QUI PEUT DEVENIR DÉPUTÉ?

Tout élève de l'école peut se présenter à un poste de député. Elle ou il n'a qu'à remplir le formulaire de mise en candidature, recueillir les quatre signatures

d'appui requises et obtenir la recommandation de son équipe-degré de l'année précédente. L'équipe-degré est composée de toutes les enseignantes et de tous les enseignants d'une même année d'études. À la rentrée scolaire, le projet est présenté aux élèves et les candidats peuvent poser leur candidature dès la première semaine. La campagne électorale est menée pendant la deuxième semaine. Le vote se déroule par la suite. Les élèves peuvent voter par Internet ou selon la méthode traditionnelle. À la fin de la troisième semaine, il y a proclamation des résultats et présentation des élus par le directeur des élections scolaires. Ce dernier est nommé à ce poste pour un mandat d'un an par l'enseignant responsable du gouvernement scolaire.

LE PREMIER MINISTRE ET SON CABINET

Le premier ministre est élu parmi les vingt-neuf députés. Les candidates et les candidats remplissent le formulaire de mise en candidature à ce poste en recueillant les dix signatures d'appui nécessaires. La campagne électorale dure environ une semaine et son point culminant est le discours des candidates et des candidats. Tous sont soumis à des règles strictes et les dépenses électorales, identiques pour chaque candidat, sont rigoureusement contrôlées. On vote soit par Internet, soit selon la méthode traditionnelle. On assiste par la suite à la proclamation des résultats et à la présentation de la personne élue par le président des élections.

Selon la tradition parlementaire canadienne, le premier ministre choisit ensuite les membres de son cabinet parmi les députés élus, sans tenir compte toutefois de l'allégeance politique de ceux-ci. En septembre dernier, on l'a déjà mentionné, Raphaël Fortin, un élève de 4^e secondaire, a été élu premier ministre; outre Jo-Annie Paré, élève de 5^e secondaire, qu'il a nommée vice-première ministre, il a choisi huit ministres pour former son cabinet. Comme pourront le constater toutes

les personnes familières avec le quotidien d'une école secondaire, toutes les principales sphères d'activités sont prises en charge :

- **le ministère des Arts et de la Culture** : s'occupe des galas, du théâtre, de la radio étudiante, des spectacles musicaux et de l'harmonie ainsi que des défilés de mode.
- **le ministère des Sports** : s'occupe principalement des comités sportifs, des journées sportives et en particulier de l'équipe de football locale, fierté du milieu.
- **le ministère des Loisirs** : a comme mandat la préparation et l'animation des fêtes d'accueil, des activités en grands groupes, des journées thématiques et des voyages récréatifs.
- **le ministère de l'Éducation, de la Langue et des Communications** : est responsable du journal des élèves, des communications avec le journal régional local et des dossiers concernant l'informatique et les langues (français, anglais ou espagnol)
- **le ministère des Sciences et de l'Environnement** : coordonne les activités de récupération, le dossier des écoles vertes Bruntland, l'expo-science et le club de science.
- **le ministère de la Santé** : élabore des campagnes d'information et de sensibilisation sur des sujets tels que les drogues, l'alcool, le tabagisme, la nutrition ou la sexualité et, de façon générale, fait la promotion de saines habitudes de vie.
- **le ministère de la Justice, de la Citoyenneté et de la Solidarité** : est responsable de l'accueil des nouveaux élèves en cours d'année, des règles de

vie, du comité de la non-violence, de l’agenda des élèves et des activités communautaires.

- **le ministère des Finances** : gère le budget du gouvernement scolaire et représente le gouvernement étudiant au sein de la Fondation Bélanger.

De plus, à l’instar de notre gouvernement, qui accorde à certains ministres des responsabilités régionales, chaque année d’études est représentée par un ministre.

LES RETOMBÉES POUR LES PERSONNES ÉLUES

Sur le plan pédagogique et du strict point de vue des compétences disciplinaires, tous les enseignants d’histoire savent à quel point il peut être parfois assez difficile de bien faire saisir toutes les notions et les concepts qui se rattachent au parlementarisme. Ici, les élèves qui participent au cours ne se contentent pas d’une approche théorique, ils **vivent** le parlementarisme. Ce sont des élus qui représentent les électeurs d’une année d’études. Après avoir connu l’expérience d’une campagne électorale, ils participent à une vie parlementaire très animée.

Un décorum omniprésent favorise cet apprentissage. Les séances se tiennent en un lieu physique qui reproduit le décor de l’assemblée nationale. On y trouve des reproductions des toiles qui ornent le salon bleu et le salon rouge. Ce décorum intègre une cérémonie d’assermentation des membres du cabinet. On procède à la nomination d’un personnel politique qui entoure les élus, incluant les attachés politiques (rôle joué par des enseignants de différentes disciplines dans le cadre de leurs tâches complémentaires), le directeur des élections, les membres de son bureau, le secrétaire exécutif, un page senior, un page junior et le président de l’assemblée. L’ordre des places assignées à chacun selon son titre accentue le décorum. Marquent également le caractère officiel des séances les avis de convocation, les ordres du jour et la qualité des procès-verbaux consignés dans un registre public; ceux-ci, d’ailleurs, sont signés et contresignés par le président de

l'assemblée, par le premier ministre et par la direction de l'école. On applique une procédure rigoureuse lors des débats et les élus doivent se soumettre à un code d'éthique et de déontologie.

L'apprentissage de la démocratie se vit d'abord dans le processus d'élection et par la suite dans la participation au débat où l'on respecte le droit de parole de chacun. On apprend aussi à respecter ses électeurs et on s'oblige à les rencontrer souvent...en cours de mandat. On habilite ces élèves à l'exercice d'un pouvoir de type collégial. En effet, on constate qu'aucun élu ne peut jouir du pouvoir à titre individuel; ce n'est qu'en groupe, avec les collègues, que ce pouvoir peut être exercé.

Comme le premier ministre et la vice-première ministre représentent d'office les élèves au conseil d'établissement, cette structure leur permet de refléter réellement l'opinion des élèves.

Tous les élèves élus sont inscrits au programme local 114-552, ce qui leur permet d'acquérir deux unités supplémentaires de 5^e secondaire. Ces unités sont attribuées par l'enseignant responsable. Celui-ci peut, au besoin, se référer au personnel de l'école qui travaille dans l'environnement du gouvernement scolaire pour compléter l'évaluation.

Pour participer au gouvernement, l'élève doit être libéré de sa période de cours au moment où le gouvernement siège. Par contre, un enseignant peut refuser la libération d'un élève pour différentes raisons. L'élève peut aussi de lui-même s'absenter de l'assemblée s'il juge que cette participation nuirait à son rendement scolaire. Il exerce ainsi son jugement et prend ses responsabilités.

Bref, le gouvernement scolaire constitue une belle expérience, très enrichissante pour la trentaine de jeunes qui en bénéficient directement. Ils peuvent ainsi, comme le recommande le Programme de formation de l'école québécoise « se

voir offrir des occasions d'être impliqués activement dans les décisions les concernant et dans la résolution collective de problèmes par la discussion et la négociation ». C'est la démocratie en action, le respect des droits individuels et collectifs.

LES RETOMBÉES POUR L'ENSEMBLE DES ÉLÈVES DU MILIEU

Est-ce que ce programme ne profite qu'aux vingt-neuf élèves élus? Certes non. Tous ont accès à cette expérience des principes et des valeurs démocratiques. On s'informe et on participe à la campagne électorale et on exerce son droit de vote. La structure du programme permettant à cinq élèves de chaque année d'études d'être élus pour un mandat d'un an donne à chacun la possibilité de poser sa candidature pour représenter son groupe l'année suivante.

Le local servant de chambre d'assemblée étant de dimension moyenne, un nombre limité d'élèves peuvent assister aux séances; mais celles-ci sont transmises en direct à l'auditorium ou en différé, le jour même, à l'heure du dîner.

Un élève ou un groupe d'élèves peut demander à être entendu concernant un sujet particulier. La ou les personnes sont alors considérées comme des invitées et le président leur demandera de formuler leur requête au moment approprié.

Les élus ont le mandat de refléter les besoins de leurs électeurs. Ainsi, à chaque cycle de neuf jours d'enseignement, plus précisément à la période 1 du jour 1, un moment est réservé à l'information et à la consultation; c'est un instant privilégié, où les élusregroupés se répartissent le territoire de l'école et peuvent rencontrer directement tous les groupes d'élèves et les consulter.

Le projet est mis en oeuvre depuis à peine un an. Il est donc trop tôt pour en évaluer tous les effets; toutefois, lors des entrevues, autant Raphaël et Jo-Annie que MM. Quirion et Lagueux nous précisent que cette année, le taux de participation aux activités de l'école a pratiquement triplé chez l'ensemble des

élèves. Et on sait tous que les élèves ont **moins** tendance à **décrocher** d'un milieu qu'ils **aiment** et **dans lequel ils s'impliquent...**

EN GUISE DE CONCLUSION

Le domaine d'apprentissage de l'univers social, dans ses compétences disciplinaires, notamment celles rattachées à l'histoire, est très près du domaine général de formation Vivre-ensemble et citoyenneté. Ce n'est sûrement pas le fruit du hasard si le principal promoteur de ce sujet est un enseignant d'histoire. Mais bien d'autres enseignants rattachés à d'autres disciplines contribuent aussi à son actualisation, notamment les attachés politiques, spécialistes des domaines des arts, des sciences ou des langues.

Un tel projet émerge souvent grâce au leadership d'un entrepreneur tenace et généreux, comme ce fut le cas ici. Mais il parvient à maturité grâce à l'implication de la collectivité; on le constate particulièrement au moment de l'élection et au moment des périodes de consultation menées par les élus. Tous les membres de l'équipe-école sont ainsi conviés à construire une communauté d'apprentissage où l'interdisciplinarité est au service de ce grand domaine de formation que constitue Vivre-ensemble et citoyenneté.

La polyvalente Bélanger nous propose un modèle simple, un modèle efficace, un modèle à imiter.

Le gouvernement scolaire de la polyvalente Bélanger a déjà reçu plusieurs délégations; la vôtre y sera sûrement très bien accueillie.

M. Robert Céré est consultant en éducation.